



**VILLE DE COMBOURG**  
(Ille et Vilaine)

**COMPTE RENDU  
DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Pour l'an deux mille onze, où est écrit ce qui suit : Séance publique du  
**13 Avril 2011**, à 20 heures, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du Code Général des  
Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers en exercice	:	29
Nombre de pouvoirs	:	6
Nombre de Conseillers présents	:	21
Quorum	:	15

Date de convocation et d'affichage	:	7 Avril 2011
Date d'affichage du compte-rendu	:	18 Avril 2011

\*\*\*\*\*

**Etaient présents** : M. Joël LE BESCO, Maire, M. Joël HAMELIN, Mme Yolande GIROUX, Mme Monique DAUCE, Mme Marylène QUEVERT, M. Michel LEBRET, Mme Marie-Renée GINGAT, M. André BADIGNON, Adjoints, M. Marcel FOUQUET, M. Alain COCHARD, Mme Pierrette HUET, M. François LARCHER, M. Jean-Luc LEGRAND, Mme Odile DELAHAIS, Mme Annie CHAMPAGNAY, Mme Isabelle MOREL, Mme Maryline LEFOUL, M. Loïc PETITPAS, Mme Roselyne MARCHAND, Mme Michèle BEAUDOUIN ; M. Joël DESVAUX

**Absents excusés** : M. Bertrand HIGNARD, M. Henri NOËL, Mme Joëlle COLLIN, M. Jean DENOUAL, Mme Magali TREMORIN, M. Johan THEURET,

**Absents non excusés** : M. Bruno TREMAUDAN, Mme Marie-Thérèse SAUVEE

**Pouvoirs** : M. HIGNARD à Mme QUEVERT ; M. NOËL à Mme GIROUX ; Mme COLLIN à Mme HUET ; M. DENOUAL à M. LARCHER ; Mme TREMORIN à Mme DAUCE ; M. THEURET à Mme BEAUDOUIN

\*\*\*\*\*

**Président de séance** : M. Joël LE BESCO, Maire  
**Secrétaire de séance** : Mme Odile DELAHAIS, Conseillère Municipale

Après avoir constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance et passe à l'ordre du jour.

### **Rappel de l'Ordre du jour :**

- 11-45) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- 11-46) Renouvellement des contrats d'assurance de la commune – Consultation de cabinets pour une mission d'audit et d'assistance
- 11-47) Construction de la Maison de l'Enfance – Fonds de concours communautaire
- 11-48) Modification du PLU – Propriété RAHUEL et Société ACANTHE
- 11-49) Réalisation de 13 logements locatifs sociaux au lotissement communal La Gare/Bel Air – Vente des terrains
- 11-50) Subventions communales – Exercice 2011
- 11-51) Taxe d'habitation – Taxes sur le foncier bâti et non bâti – Année 2011
- 11-52) Réajustement du programme pluriannuel du pôle culturel
- 11-53) Budget primitif de l'exercice 2011 – Ville
- 11-54) Budget primitif de l'exercice 2011 – Camping municipal du Vieux Châtel
- 11-55) Budget primitif de l'exercice 2011 – Lotissement communal Gare/Bel Air
- 11-56) Budget primitif de l'exercice 2011 – Service de l'eau
- 11-57) Budget primitif de l'exercice 2011 – Service de l'assainissement
- 11-58) Restructuration du presbytère – Marché complémentaire de maîtrise d'œuvre
- 11-59) Salle de karaté – rue des Sports – Travaux de toiture
- 11-60) Travaux de construction d'une Maison de l'Enfance – Avenants
- 11-61) Frais de mission pour les bénévoles de la bibliothèque
- 11-62) Service d'accueil de la Petite Enfance – Mode de gestion
- 11-63) Acquisition de mobilier pour la médiathèque – Demande de subvention
- 11-64) Acquisition d'équipements informatiques pour la médiathèque – Demande de subvention
- 11-65) Requalification urbaine Avenue de la Libération – Section Chemin de Bel Air et limite d'agglomération – Convention entre le Département d'Ille et Vilaine et la Commune
- 11-66) Requalification urbaine – Affermissement de tranches conditionnelles – Validation APD et DCE – Imputation budgétaire partielle sur l'opération modernisation du pôle ferroviaire
- 11-67) Acquisition d'une portion de parcelle afin d'assurer la continuité de chemin par emprise au lieu-dit Pléac
- 11-68) Acquisition de matériel de désherbage alternatif – Demande d'aides financières
- 11-69) Compte-rendu des marchés signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA – Article 28 du Code des marchés publics
- 11-70) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (6<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales

---

### **11-45) ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE ET APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION.**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO fait procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

Madame Odile DELAHAIS, sur proposition du Maire, est élue à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ensuite, le procès-verbal de la dernière réunion, dont un exemplaire a été adressé à chaque Conseiller Municipal, est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le procès-verbal du 2 Mars 2011 est approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

#### **11-46) RENOUVELLEMENT DES CONTRATS D'ASSURANCE DE LA COMMUNE – CONSULTATION DE CABINETS POUR UNE MISSION D'AUDIT ET D'ASSISTANCE**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal que les contrats d'assurance de la Ville actuellement en vigueur ont pris effet le 1<sup>er</sup> Janvier 2007 pour une période de 5 ans.

Il y a donc lieu de renouveler ces contrats pour le 1<sup>er</sup> Janvier 2012.

Afin de permettre de lancer une consultation d'assureurs dans les prochains mois, il est nécessaire de prévoir une mission d'audit et de conseil, puis d'assistance pour la passation des marchés publics d'assurance.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal de l'autoriser à lancer une consultation auprès de cabinets spécialisés.

Entendu l'exposé de M. LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

#### **11-47) CONSTRUCTION DE LA MAISON DE L'ENFANCE – FONDS DE CONCOURS COMMUNAUTAIRE**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que, lors de sa séance du 8 décembre 2010, il avait été informé du choix des entreprises pour la construction du bâtiment destiné à accueillir le service petite enfance.

Le montant total des travaux, y compris options retenues, est de 628 043 euros HT, et le montant total de l'opération est 727 300 euros HT.

Ces travaux sous maîtrise d'ouvrage communale feront l'objet d'un partenariat financier de la part de la commune de Combours, de la Caisse d'Allocations Familiales

d'Ille-et-Vilaine, du Département d'Ille-et-Vilaine et de la Communauté de Communes Bretagne Romantique. Ces cofinancements se présentent comme suit :

DEPENSES	€ HT	%	RECETTES	€	%
Construction	628 043	86%	Subvention CAF	186 500	25%
Honoraires sur travaux	82 007	11%	Contrats de Territoire	65 520	9%
Autres frais d'études	17 250	2%	Communauté de Communes	237 640	33%
			Ville de Combourg	237 640	33%
<b>TOTAL</b>	<b>727 300</b>	<b>100%</b>		<b>727 300</b>	<b>100%</b>

La Communauté de Communes Bretagne Romantique intervient dans cette opération à travers le versement d'un fonds de concours. Ce versement nécessite l'établissement d'une convention financière qui précise les engagements des deux parties. Le montant du fonds de concours pour cette opération est de 237 640 euros, soit 50 % du coût HT résiduel, après déduction des subventions CAF et Département.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal de l'autoriser à signer la convention financière pour le versement d'un fonds de concours communautaire au titre de la construction de la maison de l'enfance.

Entendu l'exposé de M. LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention précitée.

#### **11-48) MODIFICATION DU P.L.U. – PROPRIETE RAHUEL ET ACANTHE**

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, Adjoint chargé de l'urbanisme

Monsieur HAMELIN rappelle au Conseil Municipal que le Plan Local d'Urbanisme a été approuvé le 13 novembre 2006, modifié les 1<sup>er</sup> avril 2008 et 02 mars 2011.

Le Conseil Municipal a été informé le 2 mars 2011 qu'une modification du P.L.U. était envisagée.

Elle portait sur :

## **I - La zone du Moulin Madame**

## **II - La gendarmerie**

Il rappelle également au Conseil Municipal que les parcelles situées Avenue de la Libération (parcelle cadastrée section AI n°124 appartenant à la société RAHUEL et AH n° 521 appartenant à la société ACANTHE) sont grevées en partie d'un emplacement réservé n° 4 au P.L.U. (Plan Local d'Urbanisme) d'une superficie de 907 m<sup>2</sup>, ayant vocation de voie nouvelle au bénéfice de la Commune.

Cet emplacement réservé n° 4, à destination de voie nouvelle au bénéfice de la commune, défini lors de l'élaboration du PLU en 2006, avait vocation de « geler » un espace suffisant pour créer une voie reliant l'avenue de la Libération au lotissement de la Croix Briand qui est en zone 1 AUEb du P.L.U.

La zone 1AUEb, est une zone à urbaniser non équipée ou insuffisamment équipée où l'urbanisation est prévue à court ou moyen terme, destinée à recevoir majoritairement de l'habitat.

L'emplacement réservé est, quant à lui, en zone UAa du P.L.U. qui est une zone où doivent trouver place les activités (artisanat, industries) qui sont le complément indispensable des zones d'habitation et qui, compte tenu de leur nature, ne peuvent trouver place au sein de ces dernières.

Au regard du développement de l'entreprise RAHUEL située en zone UAa, des études du lotissement de la Croix Briand par la société ACANTHE, et des différents engagements pris entre ces deux intervenants, la voie nouvelle sera réalisée sur l'emplacement n° 4 pour permettre la desserte de l'urbanisation de la zone 1AUEb, non plus dans le cadre d'une initiative communale mais dans le cadre d'une initiative privée de la société ACANTHE intégrée à la réalisation du lotissement Croix Briand n° 5.

Pour que la transaction puisse aboutir entre ces 2 intervenants, l'emplacement réservé n° 4 du P.L.U. au bénéfice de la commune, n'a plus lieu d'être.

Monsieur HAMELIN propose de supprimer l'emprise de l'emplacement réservé n° 4 au P.L.U. et d'ajouter ce changement à la modification en cours.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

## **11-49) REALISATION DE 13 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX AU LOTISSEMENT COMMUNAL LA GARE/BEL AIR – VENTE DES TERRAINS**

Rapporteur : Monsieur Joël HAMELIN, Adjoint

Monsieur HAMELIN rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 10.72 en date du 26 mai 2010, il a été décidé d'approuver la convention entre la commune de Combourg et la SA HLM La Rance pour la réalisation de 13 logements locatifs sociaux sur le lotissement communal La Gare/Bel Air situé avenue de la Libération.

Le Conseil Municipal est informé qu'un permis de construire pour la réalisation de 13 maisons de ville logements locatifs sociaux a été déposé le 13 janvier 2011 et accordé le 24 février 2011 sur la propriété communale cadastrée section AI n° 393 d'une superficie de 4025 m<sup>2</sup> (lot B : 1766 m<sup>2</sup> - lot C : 2 259 m<sup>2</sup>).

Afin de finaliser cette opération et, conformément à la convention précitée, signée entre la commune de Combourg et la SA HLM La Rance, Monsieur HAMELIN propose au Conseil Municipal :

- De vendre cette parcelle communale au prix de 49 374.00 € TTC à la SA HLM La RANCE, frais de notaires et d'actes à la charge de l'acquéreur
- d'autoriser Monsieur Le Maire à signer tous les documents et actes notariés correspondants

Le prix du terrain sera réglé à la signature de l'acte authentique d'acquisition, lequel sera passé par acte notarié établi par l'étude de Maîtres LACOURT et PRIOL, notaires associés à Combourg.

Entendu l'exposé de M. LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

## **11-50) SUBVENTIONS COMMUNALES – Exercice 2011**

Rapporteur : Mme GIROUX, 2<sup>ème</sup> Adjointe.

Madame GIROUX, après étude par les commissions concernées, propose au Conseil Municipal l'attribution des subventions communales telles qu'elles figurent ci-après.

## ASSOCIATIONS SPORTIVES

	2010	2011
Amicale Cyclotouriste Combourgeoise		
<i>Fonctionnement</i>	259,00 €	262,00 €
<i>Subvention exceptionnelle pour organisation de course</i>	* 1 449,00 €	* 1 463,00 €
Association "La Chateaubriand"	2 968,00 €	2 776,00 €
Association "La Jeunesse Combourgeoise"	2 721,00 €	2 896,00 €
Badminton	240,00 €	307,00 €
Volley Indépendant Club	1 188,00 €	757,00 €
Association Communale de Chasse	337,00 €	340,00 €
Gymnastique Volontaire du Linon	218,00 €	220,00 €
Gym bien-être	218,00 €	220,00 €
Club Municipal de Natation	0,00 €	1 176,00 €
Office Cantonal des Sports	5 401,00 €	5 649,00 €
Combourg Suba	111,00 €	242,00 €
Hockey	129,00 €	0,00 €
Pêcheurs de la Dore	76,00 €	77,00 €
Amicale Bouliste Combourgeoise	76,00 €	153,00 €
U.S.L.	104,00 €	105,00 €
Combourg Athlétisme	700,00 €	707,00 €
Sapeurs Pompiers "section sportive"	623,00 €	623,00 €
Karaté Club	583,00 €	602,00 €
Jog Loisirs Pays de Combourg	159,00 €	205,00 €
Tennis Club Chatel	374,00 €	378,00 €
Rugby	492,00 €	472,00 €
Enadonke	0,00 €	100,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>18 426,00 €</b>	<b>19 730,00 €</b>

\*ces subventions ne seront versées qu'après réalisation et sur présentation des justificatifs de dépenses

## ASSOCIATIONS CULTURELLES ET DE LOISIRS

	2010	2011
<b>Club de la Gaieté</b>	372,00 €	375,00 €
<b>Centre culturel de loisirs de Combourg</b>		
<i>Fonctionnement</i>	1 200,00 €	1 000,00 €
<i>*Carnaval</i>	* 520,00 €	* 520,00 €
<i>*Printemps</i>	* 1 160,00 €	* 1 110,00 €
<i>*Festival Etonnant Romantique</i>	* 4 620,00 €	* 4 370,00 €
<i>10 ans du festival Etonnant romantique</i>	* 0,00 €	* 2 000,00 €
<b>Cinéma Chateaubriand</b>	1 000,00 €	0,00 €
<b>Colombe Combourgeoise</b>	76,00 €	76,00 €
<b>Association les Rives (salon des petits éditeurs)</b>	500,00 €	500,00 €
<b>Amis de la Belote</b>	67,00 €	67,00 €
<b>Comité de jumelage</b>	1 000,00 €	1 300,00 €
<b>Office de Tourisme</b>		
<i>*Fête de la Lanterne</i>	* 8 000,00 €	* 8 000,00 €
<i>Floréales</i>	1 500,00 €	0,00 €

<i>Art et Création en Pays Romantique</i>	0,00 €	<b>1 500,00 €</b>
<b>Orchestre de Bretagne</b>	0,00 €	<b>100,00 €</b>
<b>comité des fêtes</b>		
<i><sup>2</sup>Fête de la Musique</i>	<sup>2</sup> 4 000,00 €	<sup>2</sup> 4 000,00 €
<i>animation de Noël</i>	500,00 €	<b>500,00 €</b>
<i>MOBY DICK</i>	300,00 €	<b>0,00 €</b>
<b>TOTAL</b>	<b>24 815,00</b>	<b>25 418,00</b>

- *\*ces subventions ne seront versées qu'après réalisation et sur présentation des justificatifs de dépenses*
- *<sup>2</sup> cette subvention ne sera versée que si la manifestation se déroule sur le domaine public*

## ASSOCIATIONS SCOLAIRES

	effectifs 2010	2010	effectifs 2011	2011
<b>Subventions aux associations de Parents d'élèves</b>	1,82/élève			<b>1,85 /élève</b>
Ecole primaire publique	441 élèves	802	<b>466 élèves</b>	<b>862</b>
Ecole primaire Ste-Anne	341 élèves	620	<b>328 élèves</b>	<b>607</b>
Collège public FR Chateaubriand (FCPE)		88		<b>89</b>
Collège privé Saint-Guildin		88		<b>89</b>
<b>Subventions scolaires à caractère social</b>	9,48			<b>9,62 /élève</b>
Collège public FR Chateaubriand	167 élèves	1583	<b>190 élèves</b>	<b>1828</b>
Collège privé Saint-Guildin	80 élèves	758	<b>69 élèves</b>	<b>664</b>
		3 939		<b>4 139</b>

## ASSOCIATIONS PATRIOTIQUES

	2010	2011
<b>Association des Anciens Combattants et Anciens Prisonniers</b>		
<i>Fonctionnement</i>	475,00 €	<b>482,00 €</b>
<i>*Subvention musique</i>	* 390,00 €	<b>* 396,00 €</b>
<b>Médaillés Militaires</b>	104,00 €	<b>106,00 €</b>
<b>TOTAL</b>	<b>969,00 €</b>	<b>984,00 €</b>

\* participation 132 € par prestation exécutée (8 mai, 14 juillet, 11 novembre)



## ASSOCIATIONS A CARACTERE SOCIAL

	2010	2011
Croix Rouge Française	73,00 €	<b>74,00 €</b>
Amicale des donneurs de Sang	275,00 €	<b>279,00 €</b>
La Ligue contre le Cancer	73,00 €	<b>74,00 €</b>
Association des Pupilles de l'Enseignement Public	110,00 €	<b>112,00 €</b>
Association des Veuves Civiles	140,00 €	<b>142,00 €</b>
La Croix d'Or (alcool assistance)	128,00 €	<b>130,00 €</b>
Les Restos du Cœur	521,00 €	<b>529,00 €</b>
Repas des Aînés	1 308,00 €	<b>1 328,00 €</b>
Accidentés du Travail (F.N.A.T.H.)	72,00 €	<b>73,00 €</b>
Papillons Blancs	362,00 €	<b>367,00 €</b>
Les Décorés du Travail	69,00 €	<b>70,00 €</b>
Association "Les Tout Petits Petons"	0,00 €	<b>203,00 €</b>
<b>TOTAL</b>	<b>3 131,00 €</b>	<b>3 381,00 €</b>

## AUTRES ASSOCIATIONS OU ORGANISMES

	2010	2011
Amicale du Personnel Ville de Combours	3 222,00 €	<b>3 270,00 €</b>
Comice Agricole (5649 habitants en 2011)	3 781,00 €	<b>3 954,00 €</b>
Prévention Routière	92,00 €	<b>93,00 €</b>
Anciens Pompiers	500,00 €	<b>508,00 €</b>
<b>TOTAL</b>	<b>7 595,00 €</b>	<b>7 825,00 €</b>

	2010	2011
<b>FONDS DE RESERVE GLOBAL</b>	3 825	<b>2 523</b>
Formant un <b>TOTAL GENERAL de</b>	62 000	<b>64 000</b>

Les subventions seront versées uniquement si l'association a fourni tous les justificatifs demandés et son numéro de SIRET.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés (à l'exception de MM. BADIGNON, COCHARD et DESVAUX qui se sont retirés pour ce vote), DECIDE d'attribuer ces subventions telles que proposées ci-dessus.

## **11-51) TAXE D'HABITATION- TAXES SUR LE FONCIER BATI ET NON BATI - ANNEE 2011**

Rapporteurs : M. LE BESCO, Maire et Mme GIROUX, 2<sup>ème</sup> Adjointe.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de ne pas augmenter les taux de la taxe d'habitation, de la taxe sur le foncier bâti et celle sur le foncier non bâti.

En maintenant ces taux, le montant des contributions directes 2011 sera de 1 791 241 € (1 744 183 € pour 2010) soit une progression de 2.7 %.

### **Rappel des Taux :**

Taxe d'habitation :	17,51 %
Taxe Foncier Bâti :	18,14 %
Taxe Foncier Non Bâti :	52,90 %

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO et de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE la proposition ci-dessus, à savoir le maintien des taux des taxes locales.

## **11-52) REAJUSTEMENT PROGRAMME PLURIANNUEL POLE CULTUREL**

Rapporteur : Mme GIROUX, 2<sup>ème</sup> Adjointe

Madame GIROUX rappelle que, par délibération n°09-166 en date du 4 novembre 2009, le Conseil Municipal a voté une autorisation de programme pluriannuel sur trois ans (2009-2010 et 2011) concernant les travaux de la médiathèque du pôle intergénérationnel.

Afin d'imputer au plus juste les dépenses des travaux et d'agencement de la médiathèque, il convient pour l'année 2011 de modifier cette autorisation de programme par une nouvelle répartition qui se traduit de la manière suivante :

<b>Exercice</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>TOTAL</b>
Crédits de paiement prévisionnels (OP 610)				
<b>2161/610/321 (1% artistique)</b>	0	0	12 000 €	12 000 €
<b>2183/610/321 (Matériel informatique)</b>	0	0	24 000 €	24 000 €
<b>2184/610/321 (Mobilier)</b>	0	0	85 000 €	85 000 €
<b>2188/610/321 (Ouvrages CD-DVD)</b>	0	0	25 000 €	25 000 €
<b>2313/610/321 (Travaux)</b>	120 000 €	1 200 000 €	34 000 €	1 354 000 €
Total			<b>180 000 €</b>	<b>1 500 000 €</b>
Recettes prévisionnelles				
Subventions	Demande en cours	182 500 €	287 864 €	470 364 €
Emprunt / Autofinancement	120 000 €	1 017 500 €	-107 864 €	1 029 636 €

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, APPROUVE cette modification de programme.

### **11-53) BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE 2011 – Ville**

Rapporteurs : M. LE BESCO, Maire et Mme GIROUX, 2<sup>ème</sup> Adjointe.

#### **A) Budget Primitif de la Ville**

Le budget primitif de la Ville établi par la Municipalité, après étude par la commission des finances et le débat d'orientations générales du budget, est présenté au Conseil Municipal.

Le Budget Primitif de la ville se résume de la façon suivante :

Fonctionnement.		Investissement		Total
Dépenses	<b>4 998 277 €</b>	Dépenses	<b>5 425 082 €</b>	<b>10 423 359 €</b>
Recettes	<b>4 998 277 €</b>	Recettes	<b>5 425 082 €</b>	<b>10 423 359 €</b>

Ces dépenses sont couvertes en partie par les recettes suivantes :

Recettes de Fonctionnement : 3 207 036 €  
(hors contributions directes)

Recettes d'Investissement : 4 542 478 €  
(hors emprunt)

L'équilibre du budget s'effectue à l'aide :

- des contributions directes pour : 1 791 241 €
- du recours à l'emprunt pour : 882 604 €

#### **B) Tableau des effectifs**

Grades	Situation réelle au 01/01/2011		Modifications en 2011		Observations	Nombre de promouvables au 01/01/11	Ratio proposé (délib. du 10/07/07)
	Pourvus	Non pourvus	Modifications	Après modifications			
Attaché principal	1		0	1		0	100 %
Rédacteur chef	1		0	1		0	100 %
Rédacteur	1		+1*	2	Promotion interne Au 1/07/11	1	100 %
Adjoint administratif Principal de 1 <sup>ère</sup> classe	2		0	2		0	100 %
Adjoint administratif de 1 <sup>ère</sup> classe	3		-1*	2		0	100 %
Adjoint administratif de 2 <sup>ème</sup> classe	2		0	2		0	100 %
Garde-champêtre Principal	1		0	1		0	100 %
Technicien Principal de 1 <sup>ère</sup> classe	1		0	1		0	100 %
Technicien supérieur territorial	1		+1*	2	-Promotion interne Au 01/07/11	0	100 %
Agent de maîtrise principal	1		0	1		0	100 %
Agent de maîtrise	1		-1*	0		0	100 %
Adjoint technique principal de 1 <sup>ère</sup> classe	1		0	1		0	100 %
Adjoint technique principal de 2 <sup>ème</sup> classe	3		+1*	4	-Avanc.de grade au 01/12/11	5	100 %
Adjoint technique de 1 <sup>ère</sup> classe	6		+1*	6	-Avanc. de grade au 01/01/11	6	100 %
Adjoint technique de 2 <sup>ème</sup> classe	11	1	-1*	11	-à partir du 1/12/11	0	100 %
ATSEM principal de 2 <sup>ème</sup> classe	3		0	3		1	100 %
ATSEM de 1 <sup>ère</sup> classe	1		0	1		0	100 %
Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques de 2 <sup>ème</sup> classe			+1*	1	-Création de poste au 01/09/11	0	100%
Sous-total	40	1	1	42			
<b>Temps non complet</b>							
Adjoint Administratif de 1 <sup>ère</sup> classe			+1*	1	-Chang.de grade au 01/01/11 -transformation au 01/07/11 en T.C.	0	100%
Adjoint administratif de 2 <sup>ème</sup> classe	1		0	1		0	100%
Educatrice principal de jeunes enfants	1		0	1		0	100 %
Adjoint technique de 2 <sup>ème</sup> classe	6		0	6		0	100 %
Adjoint du patrimoine de 2 <sup>ème</sup> classe	1		0	1		0	100 %
Adjoint d'animation de 2 <sup>ème</sup> classe	1		0	1		0	100 %
ATSEM de 1 <sup>ère</sup> classe		1		1		0	100%
Sous-total	10	1	1	12			
<b>Auxiliaires</b>							
Adjoint technique de 2 <sup>ème</sup> classe	12		+5*	17	-recrutements		
Contrat unique d'insertion (CAE, CA)	10		-5* +2*	7	-recrutements		
Sous-total	22		2	24			
<b>Total Général</b>	<b>72</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>78</b>			

Afin de mettre le tableau des effectifs en adéquation avec le personnel en place et pour faire face aux besoins, les modifications suivantes sont apportées :

**- suppression de postes :**

**Au 1<sup>er</sup> janvier 2011 (\*)**

1 poste d'Adjoint Administratif TNC de 2<sup>ème</sup> classe  
1 poste d'Adjoint Technique T.C. de 2<sup>ème</sup> classe

**Au 1<sup>er</sup> Juillet 2011(\*)**

1 poste d'Adjoint Administratif T.C. de 1<sup>ère</sup> classe  
1 poste d'agent de maîtrise T.C.

**Au 1<sup>er</sup> Décembre 2011(\*)**

1 poste d'Adjoint technique T.C. de 1<sup>ère</sup> classe

Ces suppressions étant motivées par l'avancement de grades d'agents en place.

**-création de postes :**

**Avec effet au 1<sup>er</sup> Janvier 2011**

1 poste d'adjoint administratif T.N.C. (17h30) de 1<sup>ère</sup> classe  
1 poste d'adjoint technique T.C. de 1<sup>ère</sup> classe

**Avec effet au 1<sup>er</sup> Juillet 2011**

1 poste de Rédacteur T.C.  
1 poste de Technicien Supérieur Territorial T.C.  
Transformation du poste d'adjoint Administratif de 1<sup>ère</sup> classe T.N.C. (17h30)  
en temps complet.

**Avec effet au 1<sup>er</sup> Décembre 2011**

1 poste d'Adjoint Technique principal de 2<sup>ème</sup> classe T.C.

Ces créations étant motivées par des promotions internes, des avancements de grades, réussite à concours et examens professionnels et par des nécessités de service.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO et de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 23 voix POUR et 4 voix CONTRE, ADOPTE le budget primitif 2011.

**11-54) BUDGET PRIMITIF 2011 - CAMPING du « Vieux Châtel »-**

Rapporteurs : M. LE BESCO, Maire et Mme GIROUX, 2<sup>ème</sup> Adjointe.

Le budget annexe du camping du « Vieux Châtel », après étude par la Commission des finances et débat d'orientations générales du budget, est présenté au Conseil Municipal. S'agissant d'un service assujetti à la TVA, le budget est présenté hors taxes.

Fonctionnement H.T.		Investissement H.T.	
Dépenses	<b>20 650 €</b>	Dépenses	Néant
Recettes	<b>20 650 €</b>	Recettes	Néant

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO et de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE le budget annexe du camping municipal du Vieux Châtel pour l'exercice 2011.

**11-55) BUDGET PRIMITIF 2011 - LOTISSEMENT GARE/BEL AIR**

Rapporteurs : M. LE BESCO, Maire et Mme GIROUX, 2<sup>ème</sup> Adjointe.

Le Budget primitif du Lotissement de « La GARE » établi par la Municipalité, après étude par la commission des finances, est présenté au Conseil Municipal. S'agissant d'un budget assujetti à la TVA, celui-ci est présenté hors taxes.

Il peut se résumer de la façon suivante :

Fonctionnement H.T.		Investissement H.T.	
Dépenses	<b>1 411 390 €</b>	Dépenses	<b>1 776 189 €</b>
Recettes	<b>1 411 390 €</b>	Recettes	<b>1 776 189 €</b>

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO et de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE le budget annexe du lotissement Gare/Bel Air pour l'exercice 2011.

### **11-56) BUDGET PRIMITIF 2011 - SERVICE DE L'EAU**

Rapporteurs : M. LE BESCO, Maire et Mme GIROUX, 2<sup>ème</sup> Adjointe.

Le Budget primitif du Service de l'Eau établi par la Municipalité, après étude par la commission des finances et le débat d'orientations générales du budget, est présenté au Conseil Municipal.

Il peut se résumer de la façon suivante :

Exploitation		Investissement.	
Dépenses	<b>197 851 €</b>	Dépenses	<b>1 163 008 €</b>
Recettes	<b>197 851 €</b>	Recettes	<b>1 163 008 €</b>

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO et de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 23 voix POUR et 4 voix CONTRE, ADOPTE le budget annexe du service de l'EAU pour l'exercice 2011.

### **11-57) BUDGET PRIMITIF 2011 - SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT**

Rapporteurs : M. LE BESCO, Maire et Mme GIROUX, 2<sup>ème</sup> Adjointe.

Le Budget primitif du Service de l'Assainissement établi par la Municipalité, après étude par la commission des finances et le débat d'orientations générales du budget, est présenté au Conseil Municipal.

Il peut se résumer de la façon suivante :

Exploitation		Investissement.	
Dépenses	<b>255 974 €</b>	Dépenses	<b>872 886 €</b>
Recettes	<b>255 974 €</b>	Recettes	<b>872 886 €</b>

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO et de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 23 voix POUR et 4 voix CONTRE, ADOPTE le budget annexe du service de l'ASSAINISSEMENT pour l'exercice 2011.

## **11-58) RESTRUCTURATION DU PRESBYTERE – MARCHE COMPLEMENTAIRE DE MAITRISE D'ŒUVRE**

Rapporteur : Madame Yolande GIROUX

Madame GIROUX rappelle que, par délibération n° 10.56 en date du 7 avril 2010, le Conseil Municipal a été informé du choix du cabinet Jean-François HUBERT de Combours, pour assurer la maîtrise d'œuvre de la restructuration du presbytère, pour un montant de 5 900.00 € HT.

Le choix de cette maîtrise d'œuvre portait sur une enveloppe prévisionnelle de travaux de 50 000 € HT.

Par ailleurs, il est rappelé que, par délibération n° 11.9 en date du 9 février 2011, le Conseil Municipal a décidé d'approuver le projet de réaménagement du presbytère, de valider l'APD et l'estimatif des travaux pour un montant de 93 400.00 € HT.

L'écart entre l'estimatif des travaux et l'enveloppe prévisionnelle résulte de l'obligation de mener conjointement à son terme l'ensemble des travaux à réaliser impliquant une co-activité des différents corps d'état, et notamment sur l'obligation d'une mise aux normes électriques impactant directement la réalisation des cloisons, peinture, sol, etc...

Cette modification de masse des travaux implique un surplus de travail pour le maître d'œuvre qui propose une régularisation du coût forfaitaire de sa mission par le biais d'un marché complémentaire de 1 400.00 € HT, soit 1 674.40 € TTC.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal :

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer ce marché de maîtrise d'œuvre complémentaire au marché initial passé en procédure adaptée.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, AUTORISE Monsieur le Maire à signer ce marché de maîtrise d'œuvre complémentaire au marché initial

## **11-59) SALLE KARATE – RUE DES SPORTS – TRAVAUX DE TOITURE**

Rapporteur : Madame Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX rappelle que, par délibération en date du 26 mai 2010, le Conseil Municipal a été informé de la décision de procéder à la rénovation de la toiture de l'ancienne école maternelle étant en très mauvais état, aujourd'hui à usage de salle karaté.

Après étude des devis, il a été décidé de retenir l'entreprise GAVARD pour un montant HT de 24 247,00 €, soit 28 999,41 € TTC.

Lors des travaux de réfection de toiture, la cheminée a fait l'objet de travaux supplémentaires : « dépose d'une souche cheminée, enlèvement des gravats et remise en



chevrons au droit du conduit. Remplacement des chevrons défectueux sur l'ensemble de la charpente et reprise partielle de planche d'égout ».

En conséquence, un marché complémentaire au marché initial doit être passé avec l'entreprise GAVARD pour un montant HT de 1 220 € soit 1 459,12 € TTC.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

#### **11-60) TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE MAISON DE L'ENFANCE - AVENANTS**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances.

A) Dans le cadre des travaux de la **Construction d'une Maison de l'Enfance**», marché à procédure adaptée, signé le 22 novembre 2010,

L'entreprise **J.P.F.** de Dinan (22), titulaire du **lot n° 12 – Courants Forts et Courants Faibles** - a présenté un avenant en plus value (N°1) d'un montant de **440.54 € H.T** (représentant une augmentation de **1 %** par rapport au marché initial) relatif à

- *L'installation de prises pour la motorisation des volets châssis de toit.*

L'entreprise **J.P.F.** de Dinan (22), titulaire du **lot n° 12 – Courants Forts et - Courants Faibles** - a présenté un avenant en plus value (N°2) d'un montant de **2 745.97 € H.T** (représentant une augmentation de **6.24 %** par rapport au marché initial) relatif à :

- *L'alimentation générale électrique depuis le tableau électrique existant, fournitures de câbles téléphones et compteur modulaire.*

Après les avenants n° **1 et 2**, le montant du marché initial de l'entreprise **J.P.F.** de **44 035.29 € H.T.** est porté à la somme de **47 221.80 € H.T. soit 56 477.28 € T.T.C.** (représentant une variation globale **supérieure à 5 %** par rapport au marché initial).

B) Dans le cadre des travaux de la **Construction d'une Maison de l'Enfance**, marché à procédure adaptée, signé le 22 novembre 2010, l'entreprise **BLAIRE ET HUBERT** de Lourmais (35), titulaire du **lot n° 14 – Terrassement-VRD-Aménagements Extérieurs.** - a présenté un avenant en moins value (N°1) d'un montant de **160.50 € H.T** (représentant une diminution de **0.42 %** par rapport au marché initial) relatif à :

- *Un linéaire de tranchée réduit*

Après l'avenant n° **1**, le montant du marché initial de l'entreprise **BLAIRE ET HUBERT** de **38 212.25 € H.T.** est porté à la somme de **38 051.75 € H.T. soit 45 509.89 € T.T.C.** (représentant une variation globale inférieure à 5 % par rapport au marché initial).

La commission des finances, réunie le jeudi 31 mars 2011, a donné un avis favorable aux avenants de l'entreprise **J.P.F** et à l'avenant de l'entreprise **BLAIRE ET HUBERT**.

Conformément à l'article L2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, indiquant que le Maire est chargé d'exécuter les décisions du Conseil Municipal et en particulier de souscrire les marchés, considérant que seuls les avenants occasionnant des écarts supérieurs à 5 % par rapport au marché initial doivent être soumis à l'approbation du Conseil municipal, Madame GIROUX :

- **INFORME** le Conseil Municipal de l'avenant en moins value de l'entreprise **BLAIRE ET HUBERT** de Lourmais.
- **INVITE** le Conseil Municipal à autoriser le Maire à signer l'avenant n° 2 de l'entreprise **J.P.F.**

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **AUTORISE** le Maire à signer l'avenant n° 2 de l'entreprise J.P.F.

#### **11-61) FRAIS DE MISSION POUR LES BENEVOLES DE LA BIBLIOTHEQUE**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX informe le Conseil Municipal que les bénévoles ont la possibilité d'effectuer des formations auprès de la MDIV (Médiathèque Départementale d'Ille et Vilaine) ou d'effectuer des déplacements en lien avec l'activité de la bibliothèque.

Les frais de missions inhérents peuvent être pris en charge par la municipalité selon les mêmes bases que pour les déplacements du personnel communal dans le cadre de leurs missions : Références actuelles : arrêté ministériel du 26 août 2008 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités kilométriques (JO du 30/8/2008).

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal d'accepter le principe d'indemniser les bénévoles de la bibliothèque pour les déplacements liés au fonctionnement de la bibliothèque selon la réglementation appliquée au personnel communal, rappelée ci-dessus, et actualisée le cas échéant, étant précisé que chaque déplacement devra, au préalable, avoir fait l'objet d'un ordre de mission du Maire et devra s'inscrire dans un crédit global affecté chaque année à cet effet.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **ADOpte** cette proposition.

## **11-62) SERVICE D'ACCUEIL DE LA PETITE ENFANCE – MODE DE GESTION**

Rapporteur : Mme Marylène QUEVERT, Adjointe

Madame QUEVERT informe le Conseil Municipal que la construction du bâtiment destiné à accueillir le service petite enfance devrait s'achever en novembre 2011, et le démarrage du service est estimé au 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Compte tenu de ces échéances et des étapes qu'il reste à réaliser, il est nécessaire de choisir dès à présent le mode de gestion. La gestion peut être assumée directement par la commune (il s'agit d'une gestion en régie), ou déléguée. Dans le cas d'une délégation de service public (DSP), la gestion peut être confiée à différents types d'acteurs : société privée, société coopérative, association.

Le 16 mars dernier, les commissions « Enfance, enseignement, culture » et « Action économique et Tourisme » se sont réunies afin d'émettre un avis sur le mode de gestion de la structure petite enfance. Les avantages et inconvénients de chaque mode de gestion ont été débattus, notamment au regard des coûts résiduels de gestion pour la collectivité, des compétences dans le domaine de la petite enfance, ainsi que la maîtrise que la commune pourrait conserver sur l'équipement.

A l'unanimité des membres présents, les commissions se sont prononcées pour un mode de gestion en régie. Un budget annexe propre à ce service serait créé afin d'avoir une vision précise de l'activité et des moyens qui y seront consacrés.

Compte tenu de la proportion importante de familles provenant de communes autres que Combours (plus de 60 % sur le dernier semestre), les membres des commissions ont également exprimé le souhait que des communes proches et des entreprises locales puissent gérer un certain nombre de places au côté de Combours.

Les maires des communes avoisinantes et la Communauté de Communes ont donc été invités en mairie de Combours le 23 mars pour assister, en présence de la Caisse d'Allocations Familiales, à une présentation du service, de ses perspectives de fonctionnement et de financement, et ainsi pouvoir définir des partenariats. A l'issue de cette réunion, il a été convenu de solliciter la Communauté de Communes Bretagne Romantique pour connaître sa position quant à une prise en charge d'une partie du financement du fonctionnement du service, et d'attendre son retour pour engager la création des partenariats.

Madame QUEVERT propose au Conseil Municipal d'approuver :

- le principe d'une mise en régie autonome du service d'accueil de la petite enfance
- la création d'un budget annexe « accueil de la petite enfance » au budget communal
- la contractualisation de partenariats avec des communes ou des entreprises locales pour la répartition des places de la structure

Entendu l'exposé de Madame QUEVERT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

## **11-63) ACQUISITION DE MOBILIER POUR LA MÉDIATHÈQUE – DEMANDE DE SUBVENTION**

Rapporteur : Mme Marylène QUEVERT, Adjointe

Madame QUEVERT informe le Conseil Municipal que la construction de la médiathèque implique de nouveaux aménagements mobiliers. La fourniture du mobilier a donc été prévue lors du lancement des marchés de travaux de construction. Les besoins ont été réfléchis pour permettre un développement des différents fonds (adultes, jeunesse, enfance, bandes dessinées, CD et DVD) avec une projection sur plusieurs années. Le maître d'œuvre de l'opération, l'agence Gohlen, a défini un schéma d'implantation intégrant l'ensemble des équipements.

Le lot mobilier a été attribué le 21 avril 2010 à la société BORGEAUD Bibliothèque pour un montant de 69 216.67 euros HT.

Les dépenses d'équipement consécutives à une construction peuvent faire l'objet d'une subvention de la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Bretagne, sous réserve que l'opération respecte un certain nombre de conditions. Le taux de subvention est compris entre 20 et 30% du cout d'acquisition.

Le plan de financement pour l'acquisition de ces équipements se présente ainsi :

Dépenses			Recettes		
Fourniture de mobilier	69 216 €	100%	Ville de Combourg DRAC Bretagne	48 451 € 20 765 €	70% 30%
TOTAL	69 216 €	100%		69 216 €	100%

Madame QUEVERT propose au Conseil Municipal :

- d'approuver le projet d'équipement mobilier de la médiathèque
- d'approuver le plan de financement de ce projet d'équipement
- d'autoriser le maire à solliciter le concours financier de la DRAC Bretagne et du département d'Ille-et-Vilaine pour l'acquisition d'équipements mobiliers dans le cadre de la construction de la médiathèque.

Entendu l'exposé de Madame QUEVERT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

## **11-64) ACQUISITION D'EQUIPEMENTS INFORMATIQUES POUR LA MÉDIATHÈQUE – DEMANDE DE SUBVENTION**

Rapporteur : Mme Marylène QUEVERT, Adjointe

Madame QUEVERT expose au Conseil Municipal que, dans la réflexion qui a accompagné les études liées à la construction de la médiathèque, les usages liés aux nouveaux supports numériques ont pris une place importante et il a été décidé de placer le multimédia au cœur de la bibliothèque.

Ce choix débouche naturellement sur plusieurs interrogations : quels usages privilégier, pour quels publics, et avec quels moyens ? La vocation de ce nouvel équipement, situé au sein d'un pôle intergénérationnel, est de répondre aux attentes et besoins des publics les plus larges. Il semble donc pertinent de pouvoir se donner les moyens de répondre à l'ensemble de nouvelles pratiques culturelles que permettent les technologies.

Il s'agit également de prendre en compte le rôle que les bibliothèques auront à jouer à l'avenir. Quelle place demain pour la littérature, la musique ou le cinéma dans les établissements de lecture publique ? Si la réponse est difficile à apporter aujourd'hui, la mise en place d'outils informatiques permet d'accompagner les évolutions des pratiques.

Par ailleurs, la bibliothèque, par la mise à disposition de ces technologies, contribue à la formation des usagers et, plus largement, dans leur exploitation de ces usages. Cette contribution est essentielle pour que n'apparaisse pas, dans la population, une nouvelle forme d'exclusion : le nonaccès aux nouvelles technologies.

Le fonds d'ouvrages de la bibliothèque de Combourg est désormais informatisé pour l'essentiel, et cette structure dispose d'un outil de gestion efficace.

Reste à équiper les locaux avec du matériel adapté :

- 2 postes de travail pour les agents situés à la banque d'accueil de la médiathèque
- 2 postes « OPAC » pour la consultation par le public du catalogue informatisé de la bibliothèque et la réservation des ouvrages, situés au rez-de-chaussée pour l'un et au second étage pour l'autre
- 7 postes de travail accessibles au public pour tous types d'usages, situés au 1er niveau sur des aménagements spécifiques
- 1 serveur informatique et des éléments réseaux actifs
- 2 ordinateurs portables
- 3 tablettes numériques
- 1 vidéoprojecteur et un écran mural situés au 1<sup>er</sup> niveau.

Le montant prévisionnel des acquisitions est estimé à 20 000 euros HT.

Madame QUEVERT propose au Conseil Municipal :

- d'approuver ce projet d'équipement informatique de la médiathèque
- d'autoriser le Maire à solliciter le concours financier de la DRAC Bretagne et du département d'Ille-et-Vilaine pour l'acquisition d'équipement informatique dans le cadre de la construction de la médiathèque.

Entendu l'exposé de Madame QUEVERT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

# **11-65) REQUALIFICATION URBAINE – AVENUE DE LA LIBERATION – SECTION CHEMIN DE BEL AIR ET LIMITE D'AGGLOMERATION – CONVENTION ENTRE LE DEPARTEMENT D'ILLE ET VILAINE ET LA COMMUNE**

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle au Conseil Municipal que, dans le cadre du marché de la requalification urbaine, la commune a engagé une réflexion globale sur l'ensemble de l'avenue de la Libération. A ce titre, l'esquisse a été présentée le 26 Mai 2010 et une première phase de travaux engagée entre le chemin de Bel Air et la limite d'agglomération.

L'avenue de la Libération correspondant à une partie de la Route Départementale n° 796, il convient de régir l'implication des deux collectivités engagées par le biais d'une convention.

Cette convention a pour objet de définir les conditions techniques, administratives et financières dans lesquelles les aménagements seront réalisés et gérés, et fixer également la domanialité des ouvrages réalisés entre le Département d'Ille et Vilaine et la Commune de Combourg.

La prise en charge de la couche de roulement en enrobés par le Conseil Général sera versée à la Commune sous forme de subvention à hauteur de 7.45 € H.T. /m2.

Calculée sur la base d'une largeur de chaussée moyenne de 6,00m, pour une surface totale maximale de 3400 m2, cette participation financière d'un montant maximal de 25 330.00 € sera versée après réception des travaux au vu du constat des surfaces traitées.

Par ailleurs, des travaux de réparation de la structure de la chaussée, liés à l'usure normale, ont été identifiés. Ils ont été réalisés par la commune avec une prise en charge financière du Département sous forme d'une subvention complémentaire. Les surfaces de purges sont de 220 m2 pour un coût d'un montant maximal de 3 300.00 €.

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

## **11-66) REQUALIFICATION URBAINE – AFFERMISSEMENT DE TRANCHES CONDITIONNELLES - VALIDATIONS APD ET DCE – IMPUTATION BUDGETAIRE PARTIELLE SUR L'OPERATION MODERNISATION DU POLE FERROVIAIRE**

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle que, par délibération n° 10-17 en date du 24 Février 2010, le Conseil Municipal a été informé du choix du cabinet A'DAO de Rennes pour la réalisation d'une étude portant sur 4 voies ou portions de voie distinctes, à savoir :

- L'avenue de la Libération
- La rue de Melesse (section Av des Acacias à Rue Jules Corvaisier)
- La route de Dingé en agglomération
- La route de Lourmais en agglomération

Le marché fait l'objet de deux lots :

- Lot 1 : Etudes sommaires sur l'avenue de la Libération, la rue de Melesse, la route de Dingé et la route de Lourmais
- Lot 2 : Etudes travaux et réalisation sur l'avenue de la Libération, la rue de Melesse, la route de Dingé et la route de Lourmais, avec une tranche ferme et cinq tranches conditionnelles

Pour rappel le lot n°2 se décline de la façon suivante :

- Tranche ferme Avenue de la Libération pour la section entre le chemin de Bel-Air et la limite d'agglomération
- Tranche conditionnelle 1 Avenue de la Libération pour la section entre le chemin de Bel-Air et le passage à niveau de la voie ferrée
- Tranche conditionnelle 2 Avenue de la Libération pour la section entre le passage à niveau de la voie ferrée et la rue Jules Corvaisier
- Tranche conditionnelle 3 Rue de Melesse (section Av des Acacias à Rue Jules Corvaisier)
- Tranche conditionnelle 4 Route de Dingé en agglomération
- Tranche conditionnelle 5 Route de Lourmais en agglomération

Lors du Conseil Municipal du 26 Mai 2010, les esquisses et études sommaires ont été présentées, et il a été décidé d'affermir la tranche conditionnelle 5, correspondant à la route de Lourmais dans sa partie agglomérée, venant en complément de la tranche ferme à savoir la portion de l'avenue de la Libération comprise entre la limite d'agglomération et le chemin de Bel Air.

Afin de continuer les travaux réalisés sur l'avenue de la Libération, et en raison de l'état de la rue de Melesse, il convient d'affermir les tranches 1, 2 et 3 pour lesquelles les études ont été engagées.

Concernant l'avenue de la Libération, le projet a été soumis à l'agence routière départementale, gestionnaire de la voirie, et a obtenu un accord de principe lors d'une rencontre en date du 23 février 2011.

Le projet a obtenu un avis favorable lors de sa présentation à la commission « voiries, infrastructures et affaires rurales » du 22 Mars 2011.

L'estimation fait apparaître les montants suivants :

- Avenue de la Libération pour la section entre le passage à niveau et la rue Jules Corvaisier : 336 357.20 € HT soit 402 283.21 € TTC
- Avenue de la Libération pour la section entre le chemin de Bel-Air et le passage à niveau : 296 652.80 € HT soit 354 796.75 € TTC
- Rue de Melesse (section Av des Acacias à Rue Jules Corvaisier) : 207 659.50 € HT soit 248 360.76 € TTC

Il est à noter qu'une partie des travaux de requalification de l'Avenue de la Libération, située de part et d'autre du passage à niveau, se trouve intégrée à la convention partenariale régissant le Pôle Ferroviaire. A ce titre, le projet fait l'objet d'une coordination entre les 2 maîtres d'œuvre, à savoir le cabinet A'Dao pour la requalification urbaine et L'Atelier du Marais pour le Pôle Ferroviaire. Au regard des engagements pris avec les différents acteurs du Pôle Ferroviaire, l'imputation budgétaire des portions de voies concernées sera supportée par l'opération « modernisation du pôle ferroviaire de Combours ».

Les emprises à imputer au Pôle Ferroviaire se situent à 75 mètres linéaires de chaque côté des limites ferroviaires du passage à niveau n° 22.

Le marché travaux présenté se décline en 3 tranches distinctes à savoir :

- Tranche Ferme – Avenue de la Libération section entre le passage à niveau et la rue Jules Corvaisier dont 75 mètres linéaires imputés au pôle ferroviaire sur un total de 255 mètres linéaires d'aménagement.
- Tranche Conditionnelle 1 - Avenue de la Libération section entre le chemin de Bel Air et le passage à niveau (dans l'attente des travaux d'effacement de réseaux liés au SDE) dont 75 mètres linéaires imputés au pôle ferroviaire sur un total de 270 mètres linéaires d'aménagement.
- Tranche Ferme – Rue de Melesse (section Av. des Acacias à Rue Jules Corvaisier) pour un total de 460 mètres linéaires.

Compte tenu du montant de l'estimation des travaux, la procédure de dévolution des travaux à retenir est celle de la procédure adaptée.

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal :

- D'affermir les tranches conditionnelles 1, 2 et 3 du marché initial de Maîtrise d'œuvre
- D'approuver le programme de travaux tel que présenté ci-dessus (2 tranches fermes et une tranche conditionnelle).
- De valider le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) de ces trois tranches.



- D'autoriser Monsieur le Maire à lancer la procédure de marché de travaux sous la forme d'une procédure adaptée.

Et de solliciter les aides financières auprès :

- Du Conseil Régional de Bretagne
- Du Conseil Général d'Ille et Vilaine
- De la Communauté de Communes - Bretagne Romantique
- De Réseaux Ferrés de France (RFF)

Il est rappelé que, par délibération n° 08-36 du 1er Avril 2008, le Maire est habilité à signer les marchés passés sous la forme d'une procédure adaptée.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE l'ensemble de ces propositions.

#### **11-67) ACQUISITION D'UNE PORTION DE PARCELLE AFIN D'ASSURER LA CONTINUITE DE CHEMIN PAR EMPRISE AU LIEU-DIT « PLEAC »**

Rapporteur : Monsieur Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle que, par délibération n° 08.136 en date du 22 septembre 2008, le Conseil Municipal a décidé de déclasser une partie du chemin communal sis au lieu-dit « Pléac » et jouxtant la propriété de Monsieur BOUDET, représentant la SCI ICPA et de céder la portion demandée de ce chemin communal à Monsieur BOUDET, propriétaire au lieu-dit « Pléac » sous réserve d'assurer la **continuité du chemin par emprise de la partie Sud de la parcelle E 371 et E 372.**

A ce jour, cette réserve peut être levée. Les documents d'arpentage établis par le Cabinet LETERTRE ont été réalisés et il convient de fixer les modalités concernant la cession des parcelles numéros **1390 (partie de la parcelle E 371) et 1392 (partie de la parcelle E 372)** appartenant à Monsieur BOUDET au profit de la commune.

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal d'acquérir les parcelles référencées section E n° 1390 et n° 1392 d'une contenance respective de 258 m<sup>2</sup> et 48 m<sup>2</sup>, au prix de **0.30 € HT le m<sup>2</sup>.**

Compte tenu de la procédure de négociation relatée dans la délibération du 22 septembre 2008 et la présente délibération, les frais de géomètre et de notaire seront à la charge de la SCI ICPA représentée par Monsieur Boudet.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

## **11-68) ACQUISITION DE MATERIEL DE DÉSHERBAGE ALTERNATIF – DEMANDE D'AIDES FINANCIERES**

Rapporteur : Mme Marie-Renée GINGAT, Adjointe

Madame GINGAT rappelle que, par délibération n° 08.123 en date du décembre 2008, le Conseil Municipal a approuvé la réalisation d'un plan de désherbage, intégrant la communication auprès de la population et la formation des agents techniques et de participer techniquement à l'avancée de la démarche.

La commune s'est donc engagée à la réalisation d'un plan de désherbage et a décidé de réduire l'utilisation de produit phytosanitaire sur son territoire afin de préserver l'environnement.

Aussi, dans le cadre de la mise en œuvre des plans de désherbage sur les espaces communaux, l'acquisition de matériel de désherbage alternatif au chimique doit-elle être envisagée.

Des devis ont ainsi été demandés pour un désherbeur mécanique.

Le coût prévisionnel de ce type de matériel est de 7 980.00 HT

Madame GINGAT propose au Conseil Municipal de demander des aides financières à la Région Bretagne et à l'Agence de l'Eau Loire Bretagne dans le cadre de la politique coordonnée de bassin versant pour la mise en œuvre du bon état écologique des eaux.

Entendu l'exposé de Madame GINGAT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

## **11-69) COMPTE RENDU DES MARCHES SIGNES PAR LE MAIRE DANS LE CADRE DE LA DELEGATION RELATIVE AUX MAPA SELON LA PROCEDURE ADAPTEE - ARTICLE 28 DU CODE DES MARCHES PUBLICS.**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 08-36 en date du 1er Avril 2008 le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour l'attribution et la signature des marchés à procédure adaptée (MAPA).

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions **du 22 Janvier 2011 au 31 Mars 2011**, et à ce titre ont été attribués et signés les marchés suivants :

<b>Tableau récapitulatif des marchés à procédure adaptée</b>			
Objet de la consultation	Nom de l'entreprise	Offre de prix HT	Montant Total TTC
1) Contrôle des Jeux et des équipements sportifs	SOCOTEC de St Malo DEKRA de Vern sur Seiche <b>CERES de La Motte Servolex</b>	1970.00 € 984.00 € <b>790.50 €</b>	2356.12 € 1176.86 € <b>945.44 €</b>
2) Ecole Maternelle – Plan Topographique	<b>GEOMAT de Fougères</b> LETERTRE de Dol de Bretagne EGUIMOS de St Malo	<b>680.00 €</b> 780.00 € 776.00 €	<b>813.28 €</b> 932.88 € 928.10 €

La proposition retenue figure en gras dans le tableau

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

#### **11-70) DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – Article L 2122-22 (15<sup>e</sup> alinéa) et L 2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 08-36 en date du 1<sup>er</sup> Avril 2008 le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour :

- 6<sup>e</sup> alinéa « de passer les contrats d'assurances ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes »
- 15<sup>e</sup> alinéa « exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme... »

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions prises depuis la dernière réunion, à savoir :

- Décision en date du 11 février 2011 (**DIA n° 5**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :

- Parcelle AC n° 887p d'une superficie de 918 m<sup>2</sup> sise « Le Moulin Madame » (terrain nu constructible)
- Décision en date du 17 février 2011 (**DIA n° 6**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - Parcelle AH n° 137 d'une superficie de 407 m<sup>2</sup> sise « Rue François Touzé » et supportant une maison d'habitation
- Décision en date du 03 mars 2011 (**DIA n° 7**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - Parcelle AC n° 887p d'une superficie de 125 m<sup>2</sup> sise « Le Moulin Madame » et supportant un terrain nu.
- Arrêté n° 11-042 en date du 23 Mars 2011 acceptant une indemnité de sinistre de 1 005,00 € (panneau en lave émaillée endommagé).

Ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 H 30.

# **CONSEIL MUNICIPAL**

## **DU MERCREDI 13 AVRIL 2011**

**A 20 H 00**

---

### **DELIBERATIONS**

---

- 11-45) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- 11-46) Renouvellement des contrats d'assurance de la commune – Consultation de cabinets pour une mission d'audit et d'assistance
- 11-47) Construction de la Maison de l'Enfance – Fonds de concours communautaire
- 11-48) Modification du PLU – Propriété RAHUEL et Société ACANTHE
- 11-49) Réalisation de 13 logements locatifs sociaux au lotissement communal La Gare/Bel Air – Vente des terrains
- 11-50) Subventions communales – Exercice 2011
- 11-51) Taxe d'habitation – Taxes sur le foncier bâti et non bâti – Année 2011
- 11-52) Réajustement du programme pluriannuel du pôle culturel
- 11-53) Budget primitif de l'exercice 2011 – Ville
- 11-54) Budget primitif de l'exercice 2011 – Camping municipal du Vieux Châtel
- 11-55) Budget primitif de l'exercice 2011 – Lotissement communal Gare/Bel Air
- 11-56) Budget primitif de l'exercice 2011 – Service de l'eau
- 11-57) Budget primitif de l'exercice 2011 – Service de l'assainissement
- 11-58) Restructuration du presbytère – Marché complémentaire de maîtrise d'œuvre
- 11-59) Salle de karaté – rue des Sports – Travaux de toiture
- 11-60) Travaux de construction d'une Maison de l'Enfance – Avenants
- 11-61) Frais de mission pour les bénévoles de la bibliothèque
- 11-62) Service d'accueil de la Petite Enfance – Mode de gestion
- 11-63) Acquisition de mobilier pour la médiathèque – Demande de subvention
- 11-64) Acquisition d'équipements informatiques pour la médiathèque – Demande de subvention
- 11-65) Requalification urbaine Avenue de la Libération – Section Chemin de Bel Air et limite d'agglomération – Convention entre le Département d'Ille et Vilaine et la Commune
- 11-66) Requalification urbaine – Affermissement de tranches conditionnelles – Validation APD et DCE – Imputation budgétaire partielle sur l'opération modernisation du pôle ferroviaire
- 11-67) Acquisition d'une portion de parcelle afin d'assurer la continuité de chemin par emprise au lieu-dit Pléac
- 11-68) Acquisition de matériel de désherbage alternatif – Demande d'aides financières
- 11-69) Compte-rendu des marchés signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA – Article 28 du Code des marchés publics
- 11-70) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (6° et 15° alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales

